

ÉDITORIAL

Françoise Verna

Ça part très fort !

● Après la réussite de la première journée de grève et de manifestations à l'appel de tous les syndicats de salariés du public et du privé, jeudi 19 janvier, partout dans le pays, l'exécutif restera-t-il campé sur ses positions et son entêtement d'imposer une régression sociale historique, le recul de l'âge légal de départ à la retraite de 62 à 64 ans ? Une chose est sûre : le bras de fer entamé entre le gouvernement d'Emmanuel Macron et le mouvement social penche inexorablement en faveur des travailleurs, massivement vent debout. En témoigne la diversité des profils dans les cortèges, où les messages envoyés au duo Macron-Borne furent limpides, à l'instar de « *On s'est battu pour la gagner, on se battra pour la garder !* », à propos de la retraite par répartition, née de la volonté de véritables progressistes au lendemain de la Seconde guerre mondiale.

La bataille du parlement

Les prochains actes de cette bataille vont arriver très rapidement. Réunie jeudi soir, l'intersyndicale a d'ores et déjà décidé d'une nouvelle date : le mardi 31 janvier. L'exécutif serait mal inspiré de jouer la carte du pourrissement, car une des leçons de ce 19 janvier est la motivation renforcée par quelque 230 cortèges.

Le mouvement social, remonté à bloc et fort d'une unité syndicale inédite depuis 12 ans, va aussi trouver une caisse de résonance à l'Assemblée nationale, où l'ensemble des groupes de gauche vont mener le combat. L'exigence d'un référendum avance aussi, histoire de mettre Macron face à ses responsabilités, lui qui a encore crânement affirmé, jeudi, de Barcelone, que son projet a été « *démocratiquement présenté et validé* ». Chiche, Monsieur le président : posez directement la question aux Français !

Mobilisés, à faire

Marseille. Une vraie riposte de la rue, et juste le début

À Marseille, 26 000 selon la police, c'est pour dire, et 140 000 selon l'intersyndicale, à débouler de tous les secteurs d'activité, de tous les âges et des quatre coins du département pour s'opposer à une réforme « *injuste et inutile* », « *fossroyeuse du système de solidarité* ». Et déterminés à aller jusqu'à son retrait.

Ni les tentatives de découragement du gouvernement, ni le vent glacial ne les ont arrêtés. Ils étaient en nombre et chauds pour répondre à l'appel des syndicats, lors de cette première salve partie dès 10h30 des Réformés. Explosions de pétards, fumigènes en fusion, les portuaires, dockers, ouvriers de la réparation navale et de la pétrochimie, ont fait bloc pour remonter du port jusqu'aux Réformés et embarquer la manifestation derrière la banderole de l'intersyndicale. Secrétaire général CGT Ports et Docks, Pascal Galéoté apprécie : « *On est tous dans la rue avec une vraie volonté de définir une stratégie, de coordonner un mouvement fort de contestation* », qu'il sait déjà inscrit dans la durée. « *Les retraites cristallisent la colère contre tout le recul social, avec des gens qui ne peuvent plus boucler le mois, alors que les actionnaires n'ont jamais été aussi riches. On a franchi la barre.* »

Au croisement du cours Lieutaud, les rangs de FO se serrent en attendant de se positionner. Au milieu des fumées,

Sébastien Giodano, de la CGT Fluxel, expose la situation pour la pétrochimie : « *À Lavera, beaucoup d'anciens meurent à peine à la retraite, avec une vie passée à respirer des produits nocifs, alors 64, impossible !* » Pas mieux pour le BTP, témoigne Pascal Maestracci : « *Ça fait déjà 10 ans qu'on demande la pénibilité.* »

Perché sur le camion, Renaud Henry, secrétaire général CGT IEG, s'époumone au micro pour rappeler que six semaines de grève ont été nécessaires pour négocier. À Cadarache aussi, « *on*

« Dès les 26 et 27 avec la pétrochimie, peser sur l'économie »

Olivier Mateu, UD CGT 13

est dans la continuité des 6 mois d'action pour nos salaires », souligne Najim Benmimoun, responsable CFDT. Partout, on sait la lutte est âpre. Mais on sait aussi que « *si on laisse faire, on est mort* », assure Zoheir Messaoudi, des quartiers nord, « *et on n'en peut plus des mensonges* ». Plus loin, entre deux feux d'artifice, Olivier Cava, officier du remorquage, défile avec l'équipage et ouvre la voie à d'autres solutions : « *Taxer les gros profits*

pour protéger les plus âgés et les plus pauvres. »

Les boîtes sont nombreuses où le taux de grévistes était record. Les syndicats, mais aussi, les associations, les lycées et les collèges gonflent les rangs. Christiane, 72 ans, tient par la main ses deux petites filles : « *On s'est battu pour passer de 65 à 60 ans. Elle a reculé à 62. Petit à petit, on se fait grignoter.* » Mère de 4 enfants, elle a eu une carrière morcelée, avec « *du secrétariat, des ménages, de tout* », et touche une pension de 900 euros. Soit le salaire des travailleuses du nettoyage de l'hôtel Marriott, en grève « *pour la première fois* », qui défilent sous la bannière CNT-SO. « *Tirer les lits, pousser les chariots jusqu'à 64 !* », explosent-elles de rire.

À 13h45, atteignant à peine le pont du cours Lieutaud, derrière les derniers militants de Sud qui hurlent « *Etc'est Macron qu'il faut virer !* », les fanions des groupes politiques PCF, LFI, PG, NPA, Verts et LO ferment la longue marche. Pendant quelques heures encore, le cœur de Marseille est ensuite resté coloré de chasubles et de drapeaux et a résonné de chants partisans. En attente du point de l'intersyndicale du soir, Olivier Mateu, secrétaire général de l'UD CGT 13 met la jauge « *au même niveau qu'en 2019. Des préavis partent pour peser sur l'économie. Dès les 26 et 27 avec la pétrochimie.* »

Myriam Guillaume



Une première mobilisation « à la hauteur de l'attaque » a apprécié le secrétaire général de la CGT des Bouches-du-Rhône.

PHOTO AFP



En clôture de manif', les huit représentants syndicaux mobilisés ont tour à tour pris la parole. PHOTO FC.

Avignon. Ambiance d

Ça s'annonce énorme, à la hauteur de l'attaque colossale du gouvernement ! Le cortège n'est pas encore parti du cours Jean-Jaurès que Fred Laurent, secrétaire général de l'UD CGT de Vaucluse, prédit une mobilisation sans précédent à Avignon depuis des dizaines d'années. Quelque 15 000 personnes y ont pris part, massées sur environ 1 km jusqu'au parvis du palais des Papes. « *Cela donne le tempo d'un monde qui n'a pas du tout envie d'être laminé par le gouvernement* », apprécie Fred Laurent.

« *Il ne faut pas que cette mobilisation s'arrête ce soir, il y a un ras-le-bol général, les retraites mais le reste sur les salaires, l'énergie* », souligne Caroline Brukhanoff du Snetap-FSU de l'enseignement agricole. Une

foule compacte et diverse déambule. « *On est en plein dans la pénibilité du travail. On est mal payé, en plus, on voudrait nous faire conduire jusqu'à 64 ans, c'est impensable* », tonne Mustapha Zoufir, routier à Cavaillon et secrétaire CFDT de la branche transports logistiques.

En descendant vers la queue du cortège, après les drapeaux syndicaux, politiques ou associatifs, de nombreux citoyens, peu habitués à défiler, ont cette fois sauté le pas. Comme Nathalie, éducatrice spécialisée au Thor : « *C'est une réforme injuste et inefficace* », estime-t-elle, pancarte « *Retraités appauvris, jeunesse au chômage, non merci !* » à la main. Selon elle, « *ce sont toujours les petits qui doivent payer pour les gros* ». En parlant de jeunesse, quatre collégiens de 4^e à

re battre en retraite



Toulon. Déjà 12 000 manifestants sur le pavé

Il est 10h sur la place de la Liberté. Malgré le mistral cinglant, beaucoup de monde a tenu à être là en avance, histoire de ne rien manquer.

« Ça fait plaisir d'être dans la rue pour ce genre de choses : c'est super important ! Et on va continuer à se mobiliser et ne rien lâcher pour ne pas que cette réforme injuste passe », souligne Ludvine, de Solidaires.

À la question de savoir quel effet cela fait de se retrouver à nouveau sur le pavé, le secrétaire général de la CFDT, Stéphane Richard, explique : « C'est vrai que ça fait longtemps, on ne va pas se cacher la vérité : nous avions d'autres positions auparavant. Mais ce qui nous réunit aujourd'hui, c'est cette réforme injuste qui va fragiliser encore plus les travailleurs les plus pauvres. »

« Je viens de faire le tour de la place de la liberté. Toutes les professions sont représentées, aussi bien du secteur public que du privé », lâche, satisfait, Olivier Masini, de la CGT, alors qu'une délégation de l'Arsenal de 2 000 personnes vient d'arriver. Sur la forme que pourrait prendre la poursuite de la lutte, le secrétaire général de l'Union départementale varoise le dit tout net : « On a déjà fait beaucoup de réunions préparatoires, tenu des assemblées générales partout pour que, dès ce soir, la question de la reconduction de la grève là où c'est possible soit posée ». Et de préciser : « Bien évidemment, il y a des professions qui vont être plus ou moins prêtes pour attaquer la grève. L'important aujourd'hui, c'est que tout le monde participe à ce mouvement social qui est en train de se construire. Certains vont pouvoir débrayer une ou deux heures, poser une journée. D'autres encore seront en reconductible. L'important, c'est que cette grève-là soit gagnée dans tous les secteurs, toutes les entreprises. »

« Dans les têtes, ça fait un moment, qu'on se prépare à prolonger le mouvement. On savait que la date du 19 janvier allait être marquante, mais que tout n'allait certainement pas se gagner en une journée », confirme Didier Quattropiani, de la CGT-Arsenal.

Le cortège s'est maintenant élancé en direction du Palais de justice. « Ça fait longtemps que c'était pas arrivé de voir autant de monde, c'est agréable », confie avec le sourire Thierry Diez, de l'Unsa. La raison de cet engouement populaire tient, explique-t-il, « à la réalité de l'événement.



Une foule dense et décidée à ne rien lâcher a défilé sur le pavé toulonnais, en se promettant de remettre ça autant de fois qu'il le faudrait. PHOTO TT.

le révolution au palais

Joseph-Viala tentent de se frayer un chemin. Méline, 13 ans, mène la troupe. « J'ai envie d'avoir une retraite et surtout pas à 70 ans quand ce sera à mon tour », se projette-t-elle. Chez les étudiants, pourtant peu habituée aux mobilisations, la Fage est là. « Il n'y a aucune raison de faire cette réforme. La manière dont on est infantilisés est insupportable », peste Ihab, étudiant en LEA. « Même certains qui ont voté Macron sont contre. C'est important pour faire reculer le gouvernement », ajoute Thomas Vite, trésorier de la Fage.

Helle était là

Côté politique, la maire d'Avignon a discrètement pris part à la manif' en fin de cortège, « pour contrer le projet que le gouvernement cherche à nous imposer par la force », justifie

Cécile Helle (PS). Plusieurs élus de sa majorité sont là, dont l'adjoint Julien De Benito, secrétaire départemental du PCF, ravi de « voir un front syndical qui s'exprime d'une même voix » et qui serait de nature à faire « apparaître des failles dans la majorité présidentielle ». Devant le palais des Papes, les représentants de l'intersyndicale sont déjà tournés vers l'après - ils doivent se rencontrer ce vendredi - : « Seul le rapport de force permettra de faire reculer le gouvernement », fait valoir Jean-Luc Bonnal (UD FO). « On est absolument contre ce projet et on continuera à lutter avec vous jusqu'au bout », lâche Georges Boutinot, président de la CFE-CGC, d'ordinaire bien plus placide.

Florent de Corbier

On est tous convaincus qu'on nous ment. La même personne qui, en 2017, disait que repousser l'âge de la retraite était une hérésie, est aujourd'hui en train d'affirmer que c'est une nécessité. Pour lui, le mouvement social ne peut pas faire machine arrière. Mais, prévient-il, « il reste à trouver les bonnes solutions pour que l'expression de mécontentement puisse être totale, complète et sincère, en étant conscient que les difficultés financières sont là et les arrêts de travail vont être difficiles à négocier ».

Qu'un début

Plus loin, Alain Tournay, du SNUipp, se félicite de la très forte mobilisation des enseignants, pronostiquant que « si le gouver-

nement ne veut pas enlever cette réforme, les collègues continueront à se mobiliser. »

Le secrétaire de la fédération communiste, Pierre Daspre, tient, lui, à réaffirmer « la volonté du PCF de coconstruire avec les citoyens, tous les partis progressistes et les organisations syndicales, une réforme des retraites à l'opposé de celle qui est proposée. »

« Il est hors de question que je bosse comme un esclave plus longtemps pour engraisser des actionnaires », s'enflamme Carine Silvarino, de FO. L'enseignante, qui annonce d'ores et déjà reconduire la grève pour le lendemain, « espère que les syndicats vont appeler clairement à reconduire et à tout bloquer ».

Thierry Turpin

L'ÉVÉNEMENT

Santé. À Draguignan, des soignants en colère

En plus de la réforme des retraites, les soignants dénoncent leurs conditions de travail qui se dégradent. Une situation tendue pour une profession prise à la gorge.

Devant la sous-préfecture de Draguignan, la buvette solidaire des cheminots se met en place. On y propose des boissons chaudes avant le départ de la manifestation contre la réforme des retraites. Le mercure ne dépasse pas les cinq degrés, mais les 3 000 manifestants venus contre le projet de report de la retraite sont déjà chauds. « Je suis en colère face à autant d'inégalités. Les

dirigeants nous prennent pour des pantins », s'insurge Stéphanie Labonté. Cette aide soignante à l'Ehpad du Valmont, à Draguignan, un établissement rattaché à l'hôpital, porte bien son nom. Elle essaie de garder le sourire malgré des conditions de travail de plus en plus difficiles. Elle ne veut pas entendre le mot « bâclé », mais doit bien avouer qu'il n'y a plus de place pour l'humain, en particulier quand il n'y a qu'un soignant pour 15 résidents. Le cortège de l'intersyndicale part. « Ça fait des années que ça dure », reconnaît Nelly Mistretta, aide soignante elle aussi, qui a travaillé 34 ans en Ehpad. Aujourd'hui, elle s'occupe des personnes âgées à domicile. « On doit se démerder au quotidien, on n'a pas de remplaçants.

Tout n'est que chiffre et rentabilité, accuse-t-elle, expliquant venir manifester pour elle et ses enfants. Il me reste cinq ans avant ma retraite, mais je suis beaucoup trop fatiguée. »

La fin de l'hôpital de Draguignan ?

L'usure morale et physique a eu raison des soignants de l'hôpital de Draguignan, avec des urgences fermées le soir depuis plus d'un an. Comment expliquer à des professionnels de santé qui travaillent dans des conditions qui se dégradent, qu'ils doivent travailler jusqu'à 64 ans ? « On ne voit aucune issue possible pour nos patients. Qui va les prendre ? À terme, on a peur de fermer », s'inquiète Laure Raubi, infirmière en psychiatrie. Cesar Mazouzi



L'usure morale et physique a eu raison des soignants de l'hôpital de Draguignan. PHOTO DR

Territoriaux. Des fonctionnaires usés et fatigués

Les agents publics sapeurs-pompiers, travailleurs sociaux ou éboueurs sont épuisés. Ils ne veulent et ne peuvent pas travailler plus longtemps pour obtenir une pension décente.

La vague mobilisatrice s'est construite avec les agents territoriaux, nombreux à battre le pavé pour faire reculer le gouvernement. La dureté du quotidien de beaucoup d'entre eux est mésestimée, et l'allongement de leur carrière représente un vrai risque physique et psychologique. Tous sont éreintés, à commencer par les sapeurs-pompiers. L'un d'eux, Thierry, a 55 ans. Il ne « s'imaginer pas travailler plus longtemps ». Sapeurs-pompiers, c'est se lever en pleine nuit, et « passé 50 ans, on le ressent », confie-t-il. « Avec une augmentation des risques cardiovasculaires », ajoute son collègue. Les sapeurs-pompiers peuvent bénéficier d'un départ



Les sapeurs-pompiers, dont le quotidien est intense et dur physiquement, ne supportent pas l'idée de devoir travailler plus longtemps. PHOTO A.D.

anticipé de cinq années, mais pour comptabiliser 43 annuités, l'attente risque d'être douloureuse.

Parmi les autres fonctionnaires en colère, les travailleurs sociaux du Conseil départemental de l'antenne de Marignane.

Ils et surtout elles « ne peuvent plus tenir ». Leur réalité, celle « du manque de moyens et de la fuite du personnel » rend l'allongement des carrières « impensable ». Ces agents sont engagés dans une bataille juridique pour que la pénibilité psycho-

logique de leur travail soit reconnue. La réforme « ne passera pas et on est prêt à continuer », martèle Valérie Marque, secrétaire CGT au Conseil départemental. La responsable dénonce la volonté tacite de l'exécutif de « passer à un régime par capitalisation », purement privé.

« On est défoncé par le travail »

Dans les rangs des travailleurs usés, se trouvent les agents de collecte des déchets. Ils sont rieurs, conducteurs ou balayeurs et au moins « 40 % de leur revenu sont des primes », gronde Véronique Dolot, représentante CGT des sections collecte Métropole. Des revenus, déjà faibles, non comptabilisés pour la retraite. Seuls les rieurs disposent d'un aménagement pénibilité. Rien ou presque pour les autres. « On est défoncé au travail », souffle l'un des agents de collecte. Tous ces fonctionnaires craignent pour leur santé et leur carrière rallongée. Ils disent non à cette réforme, non à la régression sociale.

Arnaud Deux

La mobilisation de ville en ville



Avignon, pour un festival de la contestation

Foule des grands jours dans la cité des Papes, où 15 000 personnes ont répondu à l'invitation des huit syndicats à battre le pavé contre la réforme.

Draguignan reprend des couleurs

« De la détermination pour ne rien lâcher ! », lance la CGT de Draguignan après le succès de cette première journée. Plus de 3 000 personnes se sont mobilisées dans la sous-préfecture du Var, marquée cette année par la mise à mal des services publics et en particulier des urgences du centre hospitalier de la Dracénie.



Toulon toujours rebelle

Aux côtés des ouvriers de l'Arsenal, des soignants, agents des services publics et employés du privé, les sapeurs-pompiers du Var, comme leurs homologues du 13, étaient sur le pied de guerre sur la place de la Liberté.

Cheminots. Le ferroviaire uni dans la lutte

Malgré un régime spécial déjà enterré depuis 2020, toutes les organisations syndicales ferroviaires se sont mobilisées contre une réforme qui impacte directement les salariés qui n'ont pas été embauchés au statut.

Comme on est sur une bagarre intergénérationnelle, on se retrouve aussi dans une bagarre intergénérationnelle cheminote, c'est pourquoi on s'inscrit naturellement tous ensemble dans ce combat», souligne François Tejedor, secrétaire régional CGT cheminots Paca, qui se félicite « d'une mobilisation extrêmement forte » du secteur.

Le régime spécial des cheminots ayant été supprimé le 1^{er} janvier 2020, la réforme touche directement les nouveaux entrants contractuels, comme ce conducteur qui devra travailler jusqu'à 64 ans. Et qui doute fortement de terminer



Mobilisée avec les autres organisations syndicales ferroviaires, la CGT demande la réouverture du régime spécial et à l'extension à tous les cheminots de la branche. PHOTO B.G.

sa carrière dans la cabine de sa motrice. « Quand on est conducteur, on travaille en horaire décalé, la nuit ou les jours de fête. Ce report de l'âge de la retraite est un nouveau coup dur.

Car il ne faut pas oublier qu'on est très surveillés au niveau médical. À partir d'un certain âge, on peut être déclaré inapte. Des cheminots capables de tirer des trains à 62 ou 64 ans, il n'y en a

quasiment pas. » Salarié du privé, Karl de SudRail, se demande quant à lui s'il ne restera pas à quai avant d'entrevoir le bout du tunnel. « Nous, ce qu'on voit arriver, ce n'est pas la retraite,

mais le chômage », souffle cet employé de Sferis, entreprise spécialisée dans la maintenance et la sécurité ferroviaire. « Je ne me vois pas tenir à 64 ans. On passe tous des visites médicales très poussées et au moindre problème d'audition ou de vue, on nous dégage. Donc, à 63 ou à 64 ans, difficile d'arriver en bonne santé tel que l'exige notre métier, à cet âge de la retraite. »

Des réformes qui plombent

Détricotage des statuts, paupérisation et désormais recul de l'âge de la retraite : à la SNCF, c'est le blues qui gagne les agents. Comme Grégory, contrôleur de train adhérent à l'Unsa : « Au fur et à mesure, on décale l'âge de la retraite, et ce n'est pas pour autant qu'on allège ou qu'on adapte les postes de travail. Comment finir sa carrière, à 64 ans, à faire la police dans un train ? Plus on avance avec l'âge, plus il y aura d'agents poussés vers la sortie à coups de plans de départ. »

B.G.



Plusieurs centaines d'enseignants et de personnels éducatifs dans le cortège contre la réforme. PHOTO DR

Éducation. Profs et personnels vent debout

Particulièrement mobilisés, les enseignants et les personnels éducatifs ont occupé une bonne partie du cortège. Pour eux, la réforme voulue par le gouvernement aggrave les maux qui plombent l'éducation.

Premier et second degrés, enseignement général, professionnel, personnels éducatifs : toutes les professions étaient réunies ce jeudi pour dire non au report de l'âge de la retraite à 64 ans, vécu comme une régression sociale qui plombe un peu plus le malaise dans l'éducation. « Je vois que mes collègues qui approchent les 60 ans sont déjà épuisés. Je ne vois pas comment ils pourraient tenir quatre ans de plus », témoigne cette enseignante en maternelle, pour qui cette réforme « est le moyen

de réduire les pensions, en obligeant les gens à partir avec une décote ». De quoi appréhender sa fin de carrière « avec pessimisme », soupire Laurent (Snetap / FSU), enseignant de physique chimie en lycée agricole. Selon lui, « dans les conditions de travail actuelles, avec 32 élèves par classe, nerveusement, c'est difficile. Et comme on a très peu de possibilités de deuxième carrière, je ne vois pas comment on pourra assumer nos missions d'enseignement malgré l'usure ». Une réforme qui ajoute de la précarité à la précarité, souligne Magali Hidalgo, cosecraire départementale CGT Educ'action : « L'éducation nationale est l'administration où l'on rencontre les plus faibles salaires, notamment pour les personnels précaires comme les AESH et AED, mais aussi pour les agents de catégorie C. On est extrêmement inquiet pour les retraites de tous ces personnels, indispensables au fonctionnement des établissements ».

B.G.

Marseille, déterminés à tous les âges

Des lycéens aux retraités, des agents portuaires aux cadres, plus de 140 000 personnes ont défilé sous les différentes bannières syndicales. Pour un beau succès revendicatif et populaire. Une « journée qui va compter dans la construction du nécessaire mouvement d'ampleur qui doit conduire le gouvernement à renoncer à casser notre système de retraite solidaire et par répartition », commentait l'Union départementale CGT des Bouches-du-Rhône, jeudi soir. Bref, « une mobilisation qui en appelle d'autres », conclut-elle.



L'ÉVÉNEMENT

Femmes. Celles condamnées à trimer dur et longtemps

Elles sont nombreuses à refuser des salaires, puis des pensions inégales, et la non-prise en compte de leur carrière hachée.

Être une femme active, c'est percevoir en moyenne un salaire inférieur de 22% à celui des hommes et une pension 24% moins importante. Les inégalités se cumulent et ne s'arrêtent pas lorsque les carrières prennent fin. Les travailleuses sont en haut de la liste des grands perdants de la réforme des retraites voulue par l'exécutif. Toutes générations confondues, elles ont manifesté en nombre pour dénoncer leur double peine : celle, comme tous, de travailler plus long-

temps et celle de subir les inégalités salariales et la non-prise en compte de leur carrière souvent hachée.

Anne est juriste à la Matmut. Elle gagne « au moins 100 euros de moins » que ses collègues hommes, alors qu'elle fait « le même travail, si ce n'est plus », s'agace-t-elle. Sa collègue Camille n'a pas pris de congé parental lors de la naissance de ses deux enfants, pour « éviter de devoir travailler plus longtemps ». Triste choix contraint, qui fait des femmes « les premières sacrifiées », s'égosille Hélène, infirmière depuis 21 ans. Tous les jours, elle observe « des femmes cassées », victimes de l'abandon des services de santé. À ce rythme, elle va « finir de bosser en déambulateur », persifle-t-elle.

Derrière elle, Alexandra, « com-

muniste depuis et pour toujours ». L'infographiste le sait d'avance : elle « n'arrivera jamais à bosser jusqu'à 67 ans », âge auquel elle pourrait prétendre à une retraite à taux plein. « C'est simple. On veut l'égalité salariale, pour une retraite similaire aux hommes », résume-t-elle.

La retraite, c'est encore loin pour Cléo, 24 ans. Mais la « féministe de gauche » manifeste pour « toutes celles en temps partiel, qui élèvent seules leurs enfants et qui galèrent ». Elle ne supporte pas « la double domination subie par les femmes. Celle du genre et du capitalisme », assène-t-elle. Avec leur carrière interrompue, toutes ces femmes sont, avec cette réforme, condamnées à travailler jusqu'à 67 ans. Elles crient leur refus. Celui de la précarité et de l'injustice.

A.D.



Selon l'Insee, les femmes perçoivent une pension 24% moins importante que celle des hommes. PHOTO MOHAMMED EL HAMZAOUTI

Jeunes. Méprisé, « le futur de la France » ne se laisse pas faire

Lycéens, étudiants et jeunes travailleurs étaient au rendez-vous, avec une hargne équivalente au mépris affiché pour eux par le gouvernement.

Ces réformes, on les a vécues avec tous les gouvernements successifs. Ils nous disent : vous n'avez pas compris, c'est juste que vous ne voulez pas aller en cours ou travailler. Mais si, justement, on est très conscients de nos intérêts de classe. Et eux, en face, aussi. Ils nous chient dessus. Le seul moment où ils s'arrêteront, c'est quand on sera assez forts pour les faire reculer, leur faire peur. »

À voir la grinta de Marius, mécano de 26 ans issu des rangs des Jeunes communistes (JC), ainsi que celle de ses camarades postés au niveau de l'église des Réformés, les macronistes qui tablaient sur un désengagement de la jeunesse de France ont encore démontré leur déconnexion du réel. Un sursaut juvénile qui met du baume au



cœur.

« Ramener l'âge de la retraite à 64 ans, c'est inacceptable. On est le futur de la France. Les victimes de ce gouvernement sont toujours les classes populaires. Et nous, les étudiants, on en fait partie. Si on continue comme ça, on va se

faire enfoncer », enrage Lola, lycéenne à Saint-Charles. Autant de douces érucations résumées plus posément par Matteo, président du Conseil des délégués pour la vie lycéenne dans le même établissement : « Ils creusent la plaie jusqu'à nous faire agoniser. Il y a un dé-

labrement de la vie, y compris pour les étudiants qui sont de plus en plus nombreux à sauter les repas par manque de moyens. »

Présents « sur la durée »

Alors que le cortège se met en route à pas feutrés, transe techno et *Bande organisée* du rappeur Jul résonnent tour à tour dans leur petite sono. « Les jeunes ont toujours répondu présent. On parle beaucoup des manifs de 1995, mais il faut se souvenir de la lutte victorieuse contre le CPE en 2006 », rappelle Jules, 27 ans, aiguilleur à la SNCF. « Ils nous font croire que détruire le régime spécial est une mesure d'égalité, alors que notre métier comporte une grosse charge mentale et physique. On a 7 ans d'espérance de vie de moins que la moyenne. Je pense que les jeunes seront de la mobilisation sur la durée », estime ce syndiqué CGT, cache-nez sur le visage à l'effigie du footballeur effronté Eric Cantona. À croire que des coups de crampons se perdent pour le gouvernement.

P.A.

Tout au long du cortège, les jeunes ont démontré toute leur détermination à faire reculer le gouvernement. PHOTO P.A.

La mobilisation de ville en ville

Arles entre dans l'arène

Près de 3 000 Arlésiens et habitants alentour ont défilé ce jeudi, à Arles. Des territoriaux des différentes communes, de l'hôpital, La Poste, des musées, des services publics et des personnels des collectivités, sans oublier les salariés des nombreuses entreprises installées de ce côté du Rhône, tous réunis pour dénoncer cette réforme qui s'apparente à une casse de notre système de retraites.



La Marseillaise au cœur de la mobilisation

Un grand merci aux Amis de La Marseillaise qui étaient sur le pont, jeudi, pour animer différents points de vente à Aix, Toulon et Marseille, à Dugudus, pour son dessin offert en pages centrales, et à tous les abonnés, lecteurs et soutiens rencontrés au fil des cortèges.





Les huit organisations syndicales qui appelaient à cette première journée d'action contre la réforme des retraites ont ouvert le long défilé qui s'est ébranlé de la Canebière pour rejoindre la préfecture. 140 000 personnes ont battu le pavé sous les différentes bannières. PHOTOS MOHAMMED EL HAMZAoui ET S.F.

L'ÉVÉNEMENT

Unie, la gauche locale a battu le pavé

Dans le cortège marseillais, les figures politiques de gauche, communistes, insoumis, écologistes et socialistes, se sont déplacées en nombre pour défendre leur contre-projet de réforme des retraites.

Arrivés avant 10 heures aux Réformés, les communistes ont d'emblée rempli la place de drapeaux rouges. « Pour nous, l'idée c'est d'avoir une réforme des retraites, oui mais qui promeut la retraite à 60 ans à taux plein et 55 ans pour les métiers pénibles », martèle d'emblée le sénateur PCF Jérémie Bacchi. « Ce qui importe, c'est que lorsqu'on a donné sa vie pour le travail, pour la création de richesses dans notre pays, nous puissions bénéficier d'une retraite légitime. Ce n'est pas un cadeau, ni du gouvernement, ni du patronat, c'est un droit obtenu par les travailleurs », tonne le communiste.

Tous les partis de gauche composant la Nupes étaient présents ce jeudi à Marseille, où ils ont défilé contre la réforme des retraites en apportant leur soutien à l'intersyndicale, qui a donné le ton de la manifestation. « Les syndicats ont réussi à montrer au gouvernement que le projet mis sur la table n'était pas accepté par les Français », estime la sénatrice Marie-Arlette Carlotti. L'élue PS tient à rappeler que « certains qui ont voté pour Emmanuel Macron au second tour l'ont fait contre l'extrême droite et pas pour soutenir son projet des retraites », insiste-t-elle.

Sur la Canebière, Jean-Luc Mélenchon, leader des insoumis, estime que « le gouvernement a perdu sa première bataille, celle d'avoir convaincu les gens de la nécessité de sa réforme ». Face à une foule qui s'épaissit, il renchérit : « Ce qui me frappe, c'est le nombre de gens qui sont dans la rue pour la première fois. C'est un signal qu'il faut être capable de bien comprendre. Massivement, la population ne croit pas à l'argumentaire du gouvernement. »

Le signal donné était aussi celui d'une gauche unie, sou-



Maires, adjoints, conseillers municipaux, départementaux, sénateurs et députés de gauche ont manifesté contre la réforme des retraites à Marseille. PHOTOS MOHAMMED EL HAMZAOU ET DR

lignée par le maire de Marseille Benoît Payan, qui s'est rendu auprès des manifestants et de chacun des partis présents.

« On sait que l'argent, ils l'ont »

« Je refuse d'accepter une telle situation. C'est ce système libéral qu'il faut faire bouger. On a besoin d'un État fort. L'argent, il y en a », s'emporte le maire communiste de Martigues, Gaby Charroux.

Sur le cours Lieutaud, Hervé Menchon, adjoint au maire en charge de la Mer, estime que la

priorité est « d'aller chercher les financements ailleurs que sur le dos des salariés. La solidarité, elle est aussi au niveau des grands mouvements financiers. Il faut aller creuser du côté des paradis fiscaux », appuie l'écologiste. Même son de cloche côté insoumis, où « on défend un financement qui soumet à la cotisation retraite des revenus qui, aujourd'hui, ne le sont pas : revenus du capital, dividendes versés », abonde Manuel Bompard, successeur de Mélenchon à Marseille. « C'est parfaitement finançable si on arrive à avoir

une meilleure répartition des richesses (...) Quand on voit que les entreprises versent 80 milliards aux actionnaires, on sait que l'argent, ils l'ont », poursuit son collègue LFI Hendrik Davi.

La communiste Marie-José Cermolacce s'inquiète de la place des femmes dans la réforme. « Il faut commencer par revaloriser les salaires des femmes, tenir compte des carrières hachées et prendre en compte les périodes de formation », soutient la conseillère municipale déléguée aux nouveaux arrivants.

Lauren Piddi

Pierre Dharréville en meeting à Port-de-Bouc

Le député PCF donne, ce vendredi à 18h, un meeting à la salle Gagarine de Port-de-Bouc « pour un vrai droit à la retraite », aux côtés d'autres parlementaires de la Nupes.



Le député PCF des Bouches-du-Rhône Pierre Dharréville. PHOTO L.P.I.

La première étape est de faire léchec à ce projet qui est minoritaire dans le pays », lâche Pierre Dharréville, alors qu'il participe à la manifestation contre la réforme des retraites, ce jeudi à Marseille. « Il y a seulement 15 à 30 % de personnes qui s'y déclarent favorables. Il faut que le gouvernement prenne la mesure de la situation », appuie le député communiste des Bouches-du-Rhône.

Il est à l'initiative d'un meeting, ce vendredi à 18h à la salle Gagarine de Port-de-Bouc. Avec lui, Sébastien Delogu dé-

puté LFI des Bouches-du-Rhône, Marie-Charlotte Garin, députée EELV du Rhône, et Boris Vallaud, député PS des Landes.

« La réforme du gouverne-

ment est insupportable, injuste et veut nous voler deux années de retraite ! Rien ne peut justifier cela », s'indigne l'élue. Avant de lâcher que « bien sûr, il faut améliorer le droit à la retraite, mais ce n'est pas ce que propose le gouvernement ». Les députés de la Nupes présenteront leurs propositions « pour un vrai droit à la retraite », avec notamment la question du financement. Car l'argument principal du gouvernement reste celui d'un système déficitaire dans les prochaines années. « Les 10 milliards d'euros annuels qui nous feraient défaut dans les temps qui viennent, il faudrait les comparer aux 10 milliards d'euros supplémentaires que les entreprises du CAC 40 ont distribué en dividendes aux actionnaires en 2021 », explique Pierre Dharréville, soulignant qu'il « y a des possibilités de mieux financer nos droits ».

L.P.I.



Le député LFI jeudi soir salle Voltaire à Aix. PHOTO J.N.

Bompard est venu motiver Aix

Accompagné du syndicaliste FO des hospitaliers aixois René Salle, de la coordinatrice du parti de gauche Hélène Le Cacheux, le député et coordinateur de La France Insoumise, Manuel Bompard, s'est livré à un exercice de motivation des troupes, devant une centaine de personnes à Aix-en-Provence, hier soir. « On m'a dit dans la manifestation "on n'a pas fait de manifestation aussi importante à Marseille depuis 1995". Mais aujourd'hui était un point de départ. C'est pas aujourd'hui qu'on a gagné. En face, on a un gouvernement qui joue très gros sur cette réforme », a exposé Manuel Bompard, avant, pendant une demi-heure, de démonter les principaux arguments du gouvernement Macron. Et de lancer : « Il va falloir frapper vite et fort. Vous devez être des vecteurs, saouler tout le monde à la machine à café. » J.N.

Deux millions de manifestants pour le premier round

De très nombreuses personnes ont répondu à l'appel de l'intersyndicale dans plus de 200 rassemblements organisés aux quatre coins de l'Hexagone.

Le million de manifestants était espéré pour considérer la mobilisation de jeudi comme réussie. Il a été dépassé, et largement. La CGT a annoncé « deux millions de manifestants dans toute la France », dont 400 000 à Paris. Le défilé parisien n'est même pas terminé qu'une source policière affirme à BFMTV que « le million va être dépassé ». Au final, le chiffre « selon la police » sera de 1,12 million. Même Olivier Dussopt, ministre du Travail en charge de la réforme, concède « une mobilisation importante » au micro de RTL.

Des manifestations ont eu lieu dans plus de 200 villes. 60 000 manifestants revendiqués par les syndicats à Bordeaux, 50 000 à Toulouse et Saint-Etienne, 40 000 à Lyon, 35 000 à Grenoble, 20 000 à Caen ou Perpignan... De Calais à Nice, les Français ont battu le pavé dans la matinée, avant que le cortège parisien s'élance dans l'après-midi pour dire « non » au recul de l'âge légal de départ de 62 à 64 ans.

Le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, a évoqué une mobilisation « réussie ». « On est clairement sur une forte mobilisation, au-delà de



Le froid n'a pas arrêté les manifestants parisiens. PHOTO AFP

qu'on pensait », a confirmé le numéro un de la CFDT, Laurent Berger. Pour le leader de Force ouvrière, Frédéric Souillot, « on est parti pour un conflit dur ».

De nombreux débrayages

Si les cortèges étaient nourris, les grèves ont aussi été très suivies. Le taux de grévistes à la SNCF était de 46,3 %, dont 77,4 % des conducteurs de trains de voyageurs, selon des sources syndicales, la circulation était « très fortement perturbée ». Le métro parisien était également « très perturbé ».

De nombreux services publics étaient touchés. 28 % de grévistes ont été comptabilisés dans la fonction publique d'État par leur ministère de tutelle. Les programmes de l'audiovisuel public étaient

également affectés. Dans l'éducation, le syndicat FSU a dénombré 70 % d'enseignants grévistes dans les écoles et 65 % dans les collèges et lycées.

Il n'y avait aucun trafic au port de Calais, premier de France pour les voyageurs, en raison d'une grève des officiers de port. Côté raffineries, dans celle de TotalEnergies à Feyzin, dans le Rhône, où les expéditions ont été suspendues, le taux de grévistes a atteint 86 %, selon la CGT.

La direction d'EDF faisait part de 44,5 % de grévistes sur ses effectifs totaux à la mi-journée. Les agents ont procédé à des baisses de production électrique, dans les barrages et les centrales nucléaires, qui atteignaient jeudi à

15h30, 3 400 MW, toujours selon la direction. Le parc nucléaire était disponible à 63 % de sa capacité totale à midi, contre 72 % prévus, selon des données EDF.

Au sein d'Engie, ex-GDF Suez, quelque 40 % des effectifs au statut des électriciens et gaziers étaient en grève, selon la direction. Dans le secteur gazier, la direction de GRTgaz dénombrait 52 % de grévistes et GRDF en recensait 41,4 %. Deux coupures volontaires et limitées de courant ont été recensées en France par le gestionnaire du réseau de distribution d'électricité Enedis jeudi, à Chaumont et Massy. Cette dernière a été revendiquée par la CGT Énergie.

A.S. avec AFP

RÉACTIONS

Fabien Roussel, PCF

« Je demande au président de la République d'ouvrir un débat pacifié, conclu par un référendum, pourquoi pas ».

Oliver Faure, PS

« La réforme Borne-Ciotti, c'est non ! La retraite à 64 ans, c'est non ! Nous ne nous résignerons pas ! Plus que jamais, un seul message, celui du rassemblement ! »

François Ruffin, LFI

« La France qui défile, c'est la France qui se lève tôt, qui transporte, soigne, éduque, qui tient le pays debout. Borne, Dussopt, Macron, aujourd'hui, cette France vous répond ! »

Marine Tondelier, EELV

« Une journée historique de mobilisation contre la réforme des retraites et plus largement pour relever ensemble la tête face aux humiliations que l'on veut nous faire subir ».

Ian Brossat, PCF

« C'est beau, un peuple qui relève la tête. Une immense mobilisation, des sourires conquérants et une farouche volonté de gagner. Jusqu'au retrait de la contre-réforme des retraites ! »

Clémentine Autain, LFI

« Une journée exceptionnelle, au-delà de nos espérances. C'est le début d'un bras de fer ».

Prochaine manifestation interpro le 31 janvier

L'intersyndicale persiste et signe. Elle appelle à une nouvelle journée d'action interprofessionnelle, de grève et de manifestation à la fin du mois. Des actions sont à prévoir dès lundi prochain, date de présentation du projet de réforme en conseil des ministres.

Nous sommes unis et déterminés à faire retirer ce projet de réforme des retraites, c'est pourquoi l'intersyndicale appelle à une nouvelle journée de manifestation et de grève interprofessionnelle le 31 janvier ». Les représentants des huit principaux syndicats se sont réunis jeudi à 18h au siège de Solidaires, pour décider de la suite à donner à la mobilisation massive de la journée. Une nouvelle date est donc



Les représentants des différentes composantes de l'intersyndicale se sont réunis dans la foule de la manifestation parisienne. PHOTO AFP

annoncée dans la foulée. Pas question cependant de rester l'arme au pied d'ici là.

« Multiplier les actions »

Non seulement l'intersyndicale exhorte la population à signer la pétition mise en ligne par ses soins pour appeler au retrait du projet, mais elle « appelle à multiplier les actions et initiatives partout sur le territoire, dans les entreprises et services, dans les lieux d'étude, y compris par la grève et notamment le 23 janvier, jour de la présentation de la loi au conseil des ministres », par la voix de Murielle Guilbert, co-députée générale de Sud Solidaires, qui a lu un communiqué commun au sortir de la réunion. Des assemblées générales de salariés et de jeunes devraient être organisées pour s'accorder sur la suite à donner à la mobilisation. Une manifestation à l'appel d'organisations de jeunesse et soutenue par LFI est déjà programmée samedi.

A.S.